

Politique alimentaire

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, j'ai des questions à poser aux deux ministres, mais je commencerai par le bon conservateur. Le ministre serait-il disposé à faire comparaître certains de ses conseillers en matière de politique alimentaire devant le comité permanent de l'agriculture afin que ce dernier puisse en tirer certains renseignements?

M. Abbott: Je m'excuse, mais j'aimerais que le député répète sa question.

M. Nystrom: Le ministre serait-il prêt à permettre à certains de ses conseillers en matière de politique alimentaire de comparaître devant le comité afin que ce dernier puisse les interroger? Le comité pourrait en tirer de précieux renseignements.

M. Abbott: Voilà une idée nouvelle, monsieur l'Orateur. Je ne me considère certainement pas comme un bon conservateur; en fait, j'ai rarement vu un bon conservateur. Il ne serait pas raisonnable, à mon avis, de demander à des conseillers spéciaux de comparaître devant le comité. Leur rôle se borne pratiquement à conseiller le ministère; l'avis de ces fonctionnaires n'aurait donc pas beaucoup de poids.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, mon autre question porte sur l'enquête mentionnée par le ministre dans la déclaration officielle au sujet des secteurs de la transformation, de la vente au détail et de la distribution. Qu'entend-on par enquête? Le bureau de la politique de concurrence est déjà investi de certains pouvoirs; pourquoi le ministre irait-il faire des changements?

M. Abbott: Ce que nous avons dit, c'est que le gouvernement s'engage à se concentrer sur le caractère concurrentiel de la transformation, de la distribution et de la vente au détail des produits alimentaires en surveillant le rendement du secteur, y compris une série d'autres aspects. En aucun cas ne dit-il qu'il va faire plus qu'instruire le bureau de la concurrence qui relève aussi de moi d'étudier ce secteur comme il convient. Il ne s'agit pas, comme on l'a dit à la radio, d'une enquête ou de quelque genre de chasse aux sorcières. Nous allons simplement étudier l'ensemble des aspects de la concurrence de cette économie, ou de sa carence de concurrence, et instruire le bureau de la concurrence de garder l'œil ouvert et de mener des enquêtes comme il a l'intention de le faire dans divers domaines économiques çà et là au pays.

M. Nystrom: Je m'adresserai maintenant au ministre plus progressiste. Il y a un hiatus dans la politique et j'aimerais poser une question à ce sujet, à savoir l'autarcie en matière de production alimentaire. D'après la position qu'a prise le gouvernement dans le document qui a été déposé ce matin, si nous enlevons les grains et les graines oléagineuses, nous avons connu un déficit de 1.9 milliard de dollars l'année dernière. Je pense que c'est important du point de vue de la balance des paiements et des emplois. Quels sont les plans du gouvernement pour produire plus d'aliments et parvenir à l'autarcie? Le déficit augmentera probablement parce que le prix du grain est à la baisse. Il dépassera probablement les deux milliards de dollars l'année prochaine.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, une chose que je veux établir clairement, c'est que tout le monde de ce côté-ci de la Chambre est très tourné vers l'avenir. Je ne voudrais pas qu'on m'accuse d'utiliser ce mot dont le parti conservateur s'est servi si souvent et qui s'est révélé si faux: «progressiste». Nous avons

fait toutes sortes d'études. Nous savons que nous importons plus d'aliments que nous n'en avons besoin pour nous nourrir convenablement au Canada. Le ministre de l'Île-du-Prince-Édouard n'est pas ici et je ne vois pas d'autres députés de cette province à la Chambre, bien qu'il y en ait du Nouveau-Brunswick. Pour leur gouverne, j'aimerais dire qu'une pomme de terre de grosseur moyenne, sans sauce ou autre garniture, renferme toute la vitamine C dont une personne a besoin en une journée—et ce n'est pas engraisant. Nous importons beaucoup trop de ce genre de chose au Canada.

M. Fraser: Les gars d'«une pomme de terre par jour» qui repartent.

M. Whelan: Je n'ai pas entendu ce qu'a dit le député. Si c'était aussi important que sa contribution à la campagne à la direction du parti conservateur, peut-être pouvons-nous nous en passer. Nous étudions la possibilité de faire du commerce avec les pays en voie de développement qui produisent les chose que nous ne pouvons pas produire ici. Un député de l'Ouest canadien a déclaré que sans les céréales, nous n'aurions pas la balance du commerce que nous avons dans le secteur alimentaire. Je signale cependant que sans les autres agriculteurs, nous devrions importer tous nos aliments à des prix très élevés.

A mon avis, la suggestion du député est ridicule. Il a parlé des graines oléagineuses, et ainsi de suite. Cependant, monsieur l'Orateur, nous sommes dans une situation très favorisée. Notre industrie agricole est très productive. Je m'excuse d'avoir dit que les propos du député étaient ridicules s'il voulait parler de la grande capacité de production des agriculteurs de l'Ouest canadien. Même l'Ontario est en train de devenir rapidement un aussi grand producteur de céréales que le Manitoba. La production de maïs est passée de 30 à 160 ou 180 millions de boisseaux en Ontario. Rien ne nous empêche de produire toutes les graines oléagineuses dont nous avons besoin et même d'en exporter plus que nous le faisons maintenant. Ce sont certaines des questions sur lesquelles nos savants et nos chercheurs se penchent constamment.

Le député a posé une question sur la gestion de l'offre au ministre de la Consommation et des Corporations. Je ne sais pas pourquoi ce n'est pas à moi qu'il a posé sa question parce que j'aurais bien voulu lui répondre. A mon avis, nous n'avons pas besoin de plus de gestion de l'offre en agriculture que dans toute autre industrie comme, par exemple, le commerce du taxi à Ottawa.

M. Nystrom: Une dernière question, monsieur l'Orateur. J'ai demandé au ministre quelle était sa politique pour accroître la production vivrière au Canada. Il a parlé des céréales, du maïs et des pommes de terre, mais il n'a pas répondu à la question. Les documents qu'il a déposés aujourd'hui indiquent que, sans les céréales et les graines oléagineuses, le déficit serait de 1.9 milliard de dollars. Le gouvernement a-t-il oui ou non pour politique de produire d'avantage de produits alimentaires au Canada? C'est très important, non seulement pour rassurer les agriculteurs, mais aussi pour créer des emplois dans l'industrie de la mise en conserve, pour la balance du commerce, et ainsi de suite.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, je ne veux pas accaparer le temps de la Chambre. Quand le député parle d'accroissement de la production vivrière, il ne voudrait pas, j'espère, que nous produisions davantage et que nous accumulions les denrées